



Taxe No 949

MARSEILLE TIMBRE

Donnée sous réserve d'acceptation par la Société Gestionnaire

Publié et enregistré au 1^{er} Bureau des Hypothèques de MARSEILLE
Le 13 JUL. 1976

Dépôt 34 1513 Vol. 1821 N° 14
Reçu : Deux cent soixante mille francs
quatre cent quarante quatre francs
Le Conservateur, Affronté

[Signature]
M. JULIEN

VENTE Sté Immobilière DU PANIER/
OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DES CEREALES
du 30 JUIN 1976

GL/CL

Maître Maurice LENTHERIC, Notaire à MARSEILLE, soussigné,
A reçu le présent acte authentique à la requête de :

La Société Immobilière DU PANIER, Société Anonyme au capital de Trois cent soixante mille francs, dont le siège social est à MARSEILLE, 15ème, Boulevard de Magallon N° 31.

Immatriculée au Registre du Commerce de MARSEILLE, sous le numéro 62 B 576.

Dont les statuts ont été établis le vingt six juillet mil neuf cent soixante deux, à Marseille et déposés aux minutes de Maître LENTHERIC, notaire soussigné, le vingt sept août mil neuf cent soixante deux.

Ladite société représentée par : Monsieur Hippolyte Louis Auguste PESSAILHAN, Président Directeur Général, demeurant à MARSEILLE, rue Saint-Jacques n° 83.

En sa qualité de Président Directeur Général de ladite Société et spécialement autorisé aux fins des présentes, en vertu d'une délibération du Conseil d'Administration de ladite Société, en date du trois mars mil neuf cent soixante seize, dont une copie certifiée conforme demeurera jointe et annexée après mention.

LEQUEL, ès-qualités, en obligeant

[Signature]

Convenant effectué à concurrence de deux cent dix mille cinq cent vingt quatre francs cinquante centimes (206524,50) par rémises de titres

Obligations Capital 10000 F 300 067 973 2 375.

2 " 1000 F 210 697 394 2 395

5 " 100 F 112 987 702 2 306

Le reliquat par chaque titre est la C^{te} Dépôts 14

[Signature]
M. JULIEN

MAIRIE DE PARIS



la Société Immobilière du PANIER, à toutes les garanties ordinaires de fait et de droit les plus étendues en pareille matière, vend à :

L'OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DES CEREALES, Etablissement Public créé en vertu de la loi du quinze août mil neuf cent trente six, article 1er et celle du 17 Novembre 1940, article 1er, dont le siège est à PARIS, 21, Avenue Bosquet, 7ème arrondissement.

Ledit Office représenté aux présentes par M. Yves MAUGERE, Chef du Bureau du Contentieux de l'Office, agissant en qualité de mandataire en vertu d'une procuration sous seing privé en date à Paris du 24 juin 1976 qui demeurera ci-jointe et annexée après mention, de M. Henri CORSON, Directeur Général de l'Office, ayant agi lui-même en vertu de l'article 6 du décret du 18 juin 1941.

Monsieur MAUGERE, ici présent et qui accepte,

Les biens et droits immobiliers et l'immeuble dont la désignation suit :

DESIGNATION

1°)

Les biens et droits immobiliers présentement vendus dépendant d'un immeuble situé à MARSEILLE, 2ème, rue Trigance n° 13, faisant l'angle de la rue de la Vieille Tour, quartier des Grands Carmes.

Ledit immeuble, à usage exclusif de bureaux, est élevé de quatre étages sur rez-de-chaussée et sous-sol (ce dernier à usage de parking et chaufferie) et un cinquième étage en retrait.

Ledit immeuble cadastré commune de MARSEILLE, Quartier des Grands Carmes section D numéro 319 pour une contenance de trois ares quarante quatre centiares.

Les biens et droits immobiliers présentement vendus consistant en :

1.- Le lot numéro QUATORZE, constitué par un bureau situé au troisième étage, côté est.

Et les quatre vingt quinze/millièmes des parties communes générales et du terrain.

2.- Le lot numéro QUINZE, constitué par un bureau situé au troisième étage, côté ouest.

Et les soixante et onze/millièmes des parties communes générales et du terrain.



3.- Le lot, numéro UN SEIZIEME constitué par un bureau situé au quatrième étage, côté est.

Et les quatre vingt quinze/millièmes des parties communes générales et du terrain.

4.- Le lot numéro DIX SEPT, constitué par un bureau situé au quatrième étage, côté ouest.

Et les soixante et onze/millièmes des parties communes générales et du terrain.

5.- Le lot numéro DIX HUIT, constitué par un bureau situé au cinquième étage.

Et les cent cinquante deux/millièmes des parties communes générales et du terrain.

6.- Le lot numéro UN, soit un emplacement de parking, portant le numéro un.

Et les cinq/millièmes des parties communes générales et du terrain..

7.- Le lot numéro CINQ, soit un emplacement de parking, portant le numéro cinq.

Et les cinq/millièmes des parties communes générales et du terrain.

8.- Le lot numéro SIX, soit un emplacement de parking portant le numéro six.

Et les cinq/millièmes des parties communes générales et du terrain.

9.- Le lot numéro SEPT soit un emplacement de parking, portant le numéro sept.

Et les cinq/millièmes des parties communes générales et du terrain.

Tels que lesdits biens et droits immobiliers existent, s'étendent, se poursuivent et comportent avec toutes leurs aisances, appartenances, droits, vues, issues et facultés quelconques y attachés sans aucune exception ni réserve, bien connu de l'acquéreur.

Et tels au surplus qu'ils résultent du règlement de copropriété régissant ledit immeuble reçu par Me LENTHERIC, notaire soussigné, le quinze septembre mil neuf cent soixante sept, et dont une expédition a été publiée au premier bureau des Hypothèques de MARSEILLE, le vingt six septembre mil neuf cent soixante sept, volume 5196 n° 1.

[Signature]



Ledit immeuble ayant fait l'objet d'un permis de construire suivant arrêté préfectoral en date à Marseille du dix neuf décembre mil neuf cent soixante trois numéro 3944-63-2464 P.

--/ l'inventaire supplémentaire des Bâtiments Historiques par décision du premier octobre mil neuf cent vingt-six-/

Et, d'un récépissé de déclaration d'achèvement des travaux en date à Marseille du trois Juillet mil neuf cent soixante huit, portant les références du permis de construire pour la Mairie de Marseille n° 8396/216-63 et pour la Préfecture numéro 3944-63-2464 P.

Et, d'un certificat de conformité portant les références 65.538, en date du quatre mai mil neuf cent soixante seize.

2°)

Un terrain attenant à l'immeuble ci-dessus désigné, situé à MARSEILLE, 2ème, rue de la Vieille Tour, à usage de parc de stationnement et sur lequel se trouve érigée une tour classée, inscrite à ---/--- Cadastre quartier des Grands Carmes, section D numéro 330 pour trois ares quatre vingt deux centiares.

Tel que ledit immeuble existe, s'étend, se poursuit et comporte avec toutes ses aisances, appartenances, droits, vues, issues et facultés quelconques y attachés, sans aucune exception ni réserve, bien connu de l'acquéreur.

URBANISME

Il résulte de deux certificats d'urbanisme délivrés par Monsieur le Maire de la Ville de MARSEILLE le cinq avril mil neuf cent soixante seize, portant les références de dossier 409/76 - I° SUBD. V 56 et 410/76 I° SUBD. T 60, que lesdits immeubles sont situés dans le "Plan d'Urbanisme de Marseille approuvé le 7 Mars 1959 mis en révision par arrêté préfectoral du 4 Mars 1971."

Ils sont situés dans une zone "Remodélation Secteur H" et il n'y a aucune observation en ce qui concerne les emplacements réservés pour voirie, etc...

Et les observations particulières sont les suivantes :

"Le terrain est situé dans la zone d'aménagement différé créée par arrêté préfectoral en date du 30/11/72 (ZAD du Panier) ouvrant droit de préemption au profit de la Ville de Marseille.



"Le Plan d'occupation des sols - appelé à se substituer au Plan d'Urbanisme Directeur - dont certaines de ses dispositions ont été prises en considération par délibération du Conseil Municipal n° 75.566/U du 17/7/75, prévoit de nouvelles règles d'Urbanisme dont il sera fait application à l'occasion de tout projet de construction."

En ce qui concerne l'immeuble cadastré section D numéro 330, il est en outre précisé :

"Il précise entre autre que la parcelle est entièrement intéressée par une réservation."

Ces certificats demeureront ci-joints et annexés après mention.

Il résulte d'un récépissé de la Préfecture des Bouches du Rhône, en date du vingt quatre mars mil neuf cent soixante seize, portant le n° 5.786, que la Préfecture des Bouches du Rhône, a reçu le 18 Mars 1976, la déclaration d'intention d'aliéner les biens et droits immobiliers sus-désignés, pour le prix ci-après fixé.

Il résulte d'un certificat n° 2.651 délivré par la Direction Départementale de l'Equipement des Bouches du Rhône, le trente mars mil neuf cent soixante seize, que lesdits immeubles :

" ne sont pas situés à l'intérieur du périmètre d'une zone à urbaniser par priorité,

" sont situés à l'intérieur du périmètre d'une zone d'aménagement différé créée par arrêté préfectoral du 30 Novembre 1972.

" L'exercice du droit de préemption est fixé pour une durée de 14 ans."

Ledit certificat demeurera ci-joint et annexé après mention.

Par lettre en date du douze mai mil neuf cent soixante seize, numéro 002358, Monsieur le Maire de la Ville de Marseille a notifié à Monsieur PESSAILHAN " la renonciation de l'Administration Municipale à l'exercice de son droit de préemption ".

Et, par lettre en date du vingt huit mai mil neuf cent soixante seize, portant le numéro de dossier 5.786, A.P. N° ME/UF, 76 2069, Monsieur le Préfet de la Région Provence, Côte d'Azur, Préfet des Bouches du Rhône, agissant au nom de l'Etat, en application de l'article L.212/2 du Code de l'Urbanisme a fait connaître à Monsieur PESSAILHAN qu'il renonçait à " l'exercice du droit de substitution ".

Lesdites lettres demeureront ci-jointes et



MARSEILLE TIMBRE

annexées après mention.

ORIGINE DE PROPRIETE

La Société Immobilière du PANIER est propriétaire des biens et droits immobiliers et de l'immeuble ci-dessus désignés, savoir :

- les constructions dépendant de l'immeuble en co-propriété pour les avoir fait édifier elle-même,
- et, le terrain sur lequel se trouve édifié ledit immeuble, ainsi que l'immeuble présentement vendu, par suite de l'apport qui lui en a été fait, lors de sa constitution par la Société de Manutention Maritime et Terrestre "SOMATER", Société à Responsabilité limitée, dont le siège est à MARSEILLE, rue de la République n° 29, immatriculée au Registre du Commerce de Marseille, sous le numéro 54 B 169, à la suite d'une scission de cette société décidée par une assemblée générale extraordinaire des actionnaires, en date du vingt six février mil neuf cent soixante deux, scission faite au profit de trois nouvelles sociétés, savoir :
- la Société Nouvelle de Manutention Maritime et Terrestre,
- la Société Immobilière du Panier, venderesse aux présentes,
- et la Société Immobilière Générale avec apport de tout son actif à ces trois sociétés.

En rémunération d'apport par la Société "SOMATER", à la Société Immobilière du Panier qui comprenait outre l'immeuble dont dépendent les biens et droits immobiliers présentement vendus, une partie des espèces en caisse ou en banque au trente juin mil neuf cent soixante deux, s'élevant à la somme de QUINZE MILLE FRANCS, il a été décidé l'attribution à la Société de Manutention Terrestre et Maritime "SOMATER", de trois mille six cents actions de Cent Francs chacune de la Société Immobilière du PANIER ; lesdites actions entièrement libérées.

La scission est devenue définitive en date du vingt-six juillet mil neuf cent soixante deux et la totalité des pièces constatant cette scission a été déposée aux minutes de Me LENTHERIC, notaire soussigné, le vingt sept août mil neuf cent soixante deux, et une expédition en a été publiée avec la totalité de ses annexes, notamment au premier bureau des Hypothèques de Marseille, le vingt décembre mil neuf cent soixante deux volume 3533 n° 30.



PROPRIETE JOUISSANCE
MARSEILLE TIMBRE

L'OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DES CEREALES, acquéreur, aura la pleine propriété et possession des biens et droits immobiliers et de l'immeuble, ci-dessus désignés, à compter de ce jour.

Il en aura la jouissance, également à compter de ce jour, par la prise de possession réelle et la libre disposition des lieux.

CHARGES ET CONDITIONS

La présente vente est consentie aux charges et conditions habituelles en pareille matière, que l'acquéreur s'oblige à exécuter :

Il prendra les biens et droits immobiliers présentement vendus et l'immeuble également présentement vendu, dans l'état où ils se trouvent actuellement, sans pouvoir élever aucune réclamation ni demander aucune diminution du prix ci-après fixé pour quelque cause que ce soit, notamment pour mauvais état du sol, du sous-sol ou encore des constructions, vices apparents ou cachés, erreur dans la désignation ou la contenance, la différence de mesure entre celle réelle et celle ci-dessus indiquée excédât-elle un/vingtième devant faire le profit ou la perte de l'acquéreur.

Il acquittera à compter du jour ci-dessus fixé pour son entrée en jouissance, les impositions, contributions, taxes, charges et redevances de toute nature auxquelles les biens et droits immobiliers et l'immeuble, présentement vendus, peuvent et pourront être assujettis, le tout aux échéances régulières de façon à ce que la société venderesse ne soit recherchée ni inquiétée à ce sujet.

Il jouira des servitudes actives et supportera celles passives, apparentes, ou occultes, continues ou discontinues qui pourraient exister à la charge ou au profit des biens et droits immobiliers et de l'immeuble présentement vendus, à ses risques et périls, sans recours contre la société venderesse et sans que la présente clause puisse donner à qui que ce soit plus de droit qu'il n'en aurait soit en vertu de titres réguliers et non prescrits, soit en vertu de la loi.

A cet égard, Monsieur PESSAILHAN déclare que la société venderesse n'a créé aucune servitude passive sur les biens et droits immobiliers et sur l'immeuble présentement vendus et qu'à sa connaissance, il n'en existe aucune autre que celles résultant ou pouvant résulter des prescriptions d'urba-

MM



nisme sus-visé ~~du~~ règlement de copropriété sus-énoncé.

Enfin, l'acquéreur paiera tous les frais, droits et émoluments des présentes et de leurs suites.

Cette vente a lieu à charge par la Société venderesse de remettre en état la clôture et le portail d'accès du terrain à usage de parc de stationnement, cadastré section D n° 330, dans un délai de deux mois à compter de ce jour.

--/ dans le mois
suivant --/

P R I X

En outre, la présente vente est consentie et acceptée moyennant le prix principal de UN MILLION CINQ CENT MILLE FRANCS, payable ~~comptant~~ après l'accomplissement des formalités de publicité foncière des présentes, ce qui est accepté par Monsieur PESSAILHAN ~~es-qualités~~, sans intérêt jusqu'à cette date.

Monsieur PESSAILHAN, ~~es-qualités~~, dispense expressément Me LENTHERIC, notaire soussigné, de prendre inscription de privilège de vendeur avec réserve de l'action résolutoire pour sûreté de ce paiement, mais faisant réserve expresse à son profit dudit privilège.

En conséquence, si le prix de la présente vente n'était pas payé ~~immédiatement~~ après la publicité des présentes et la délivrance d'un état sur cette formalité négatif de tout privilège ou hypothèque, Monsieur PESSAILHAN, quinze jours après avoir notifié à l'acquéreur l'exigibilité du prix de la présente vente, par lettre recommandée avec accusé de réception, pourra requérir l'inscription dudit privilège de vendeur lequel aura le même effet qu'une hypothèque conventionnelle, à compter du jour de son inscription.

PUBLICITE FONCIERE

En application des articles 28 et 32 du décret du 4 Janvier 1955, la présente vente sera publiée au Premier bureau des Hypothèques de M arseille, par les soins du notaire soussigné et aux frais de la Société acquéreur, de la manière et dans les délais prévus aux articles 33 et 34 du décret précité.

Et si lors de l'accomplissement de cette formalité ou postérieurement dans les délais prévus aux articles 2108, 2109 et 2111 du Code Civil, il existe ou survient des inscriptions grevant les biens et droits immobiliers et l'immeuble présentement vendus, du chef de la Société venderesse ou des précédents

mm



propriétaires, la société venderesse sera tenue d'en rapporter à ses frais, les mainlevées et certificats de radiation dans les quarante jours de la dénonciation amiable qui lui en sera faite au domicile ci-après élu.

--/ Commission départementale des Bouches du Rhône des Opérations Immobilières dans sa séance du premier juin 1976 ainsi qu'il résulte d'un avis du même jour dont un original demeurera ci-joint et annexé après mention-

um

DECLARATIONS

Monsieur PESSAILHAN ès-qualités déclare :
Que la société venderesse n'est en contravention avec aucune disposition légale régissant les sociétés ;

Qu'il n'existe de son chef aucun obstacle ni aucune restriction d'ordre légal ou contractuel à la libre disposition des biens et de l'immeuble présentement vendus, par suite d'état de cessation de paiement, de règlement judiciaire et de liquidation des biens.

Et que les biens et droits immobiliers et l'immeuble présentement vendus sont libres de tout privilège ou hypothèque.

Que dans l'immeuble dont font partie les biens vendus, il n'y a pas de travaux en cours ni décidés par une Assemblée des Copropriétaires,

Et que le syndic de l'immeuble dont dépendent les biens et droits immobiliers présentement vendus est : la Société venderesse et la Société VAN NYVELT et GOUDRIAN à Marseille, rue Trigance n° 13.

Monsieur MAUGERE, ès-qualités, déclare que la présente acquisition a reçu un avis favorable de la

DECLARATIONS POUR L'ENREGISTREMENT

Monsieur PESSAILHAN, ès-qualités, déclare que l'immeuble dont dépendent les biens et droits immobiliers présentement vendus est achevé depuis plus de cinq ans.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile, savoir :

- Monsieur PESSAILHAN, au siège de la Société qu'il représente,
- Monsieur MAUGERE, au siège de l'établissement qu'il représente.

MENTION LEGALE

Avant de clore, les parties ont été informées ainsi qu'elles le reconnaissent des sanctions légales applicables aux insuf-

um



finances et dissimulations de prix et aux fausses affirmations de sincérité.

Les parties ont affirmé expressément sous les peines édictées par l'article 1837 du Code Général des Impôts que le présent acte exprime l'intégralité du prix convenu.

En outre, Me LENTHERIC, notaire soussigné, affirme qu'à sa connaissance, le présent acte n'est contredit ni modifié par aucune contre lettre contenant une augmentation de prix.

DONT ACTE sur dix pages,
Fait et passé à MARSEILLE, en l'étude de Me Maurice LENTHERIC, notaire soussigné, et reçu en ses minutes,

Et après avoir donné lecture du présent acte aux parties, Maître LENTHERIC, notaire soussigné, a recueilli leur signature le 30 Juin 1976

Et a lui-même signé,
L'AN MIL NEUF CENT SOIXANTE SEIZE,
Et le TRENTE JUIN

Mr PESSAILHAN

a signé

Mr MAUGERE

a signé

Me LENTHERIC

a signé

SUIT LA TENEUR DES ANNEXES

OPERATIONS IMMOBILIERES ARCHITECTURE
ESPACES PROTEGES

BOUCHES DU RHONE - MARSEILLE - 1er juin 1976
Commission départementale des B.D.RHONE
organe délibérant : formation plénière

OPERATION FINANCIERE
AVIS

Service intéressé : Office National Interprofessionnel
des Céréales (ONIC) 13 rue Trignance MARSEILLE

CM



MARSEILLE TIMBRE

ACQUISITION AMIABLE

Acquisition de locaux à usage de bureaux (regroupement des services de l'ONIC)

description sommaire :

A/ locaux à usage de bureaux situés : quartier Grands Carmes, section D n° 319 pour une surface totale de 343 m2

B/ au sous-sol 4 places de garage (lots 1, 5, 6 et 7)

C/ Terrain attenant à l'immeuble d'une surface de 240 m2 à usage de parking

OPERATION FONCIERE : loyer ou prix demandé : I.500.000 F évaluation domaniale en date du 4 mai 1976

valeur vénale : I.400.000 F le prix de I.500.000 restant toutefois acceptable

PROGRAMME DES TRAVAUX : non précisés, les locaux en cause paraissant utilisables sans aménagements particuliers

FINANCEMENT : l'opération sera financée sur le budget de l'ONIC

AVIS DE LA COMMISSION :

Favorable à l'acquisition de l'immeuble dont il s'agit, libre de location et d'occupation, moyennant le prix de I.500.000 F toutes indemnités comprises

Pour copie conforme, le Chef de la Section Documentation et Etudes Economiques, signé P. BERTHEZENE

Le Président, signé Guy MAILLARD.

Annexé à la minute d'un acte de vente
Reçu par Me LENTHERIC, notaire à Marseille,
le 30 JUIN 1976 - signé LENTHERIC (notaire)

SOCIETE IMMOBILIERE DU PANIER
31 boulevard de Magallon,
13015 MARSEILLE

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 3 MARS 1976
PROCES VERBAL

Etaient présents : MM. H. PESSAILHAN, L. GARIN, Mme A. MABAI (Président, 2 administrateurs)

La séance est ouverte à 10 heures

Le Président indique au Conseil que par suite des modalités de la vente de nos locaux à l'OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DES CEREALES (O N I C), qui nous a

MM



MARSEILLE TIMBRE

demandé de prendre à notre charge la remise en état de la clôture et des portes du parking le prix définitif de vente a été fixé à UN MILLION CINQ CENT MILLE FRANCS (1.500.000).

Le Conseil tout en renouvelant, à l'unanimité son accord sur cette vente et sur ce prix, donne tous pouvoirs, tant au Président qu'à Monsieur GARIN, avec faculté d'agir séparément, à l'effet de réaliser cette opération, ainsi que signer tous actes, pièces y afférents, et, généralement, faire le nécessaire.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à II heures.

Le Président, Les Administrateurs,

Annexé à la minute d'un acte de vente
Reçu par Me LENTHERIC, notaire à Marseille,
le 30 Juin 1976 - signé LENTHERIC (notaire)

PROCURATION

Le soussigné, Monsieur Henri CORSON, Directeur Général de l'OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DES CEREALES, dont le siège est à Paris, 21 avenue Bosquet, Etablissement Public créé en vertu de la loi du 15 août 1936, article 1er et cellè du 17 novembre 1940, art.1er,

Ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en vertu de l'article 6 du décret du 18 juin 1941,

Déclare donner au nom de l'Etablissement qu'il représente, à

Monsieur Yves MAUGERE, chef du bureau du Contentieux à l'ONIC,

tous pouvoirs nécessaires à l'effet de :

- de signer le contrat par lequel l'OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DES CEREALES achète à la Société Immobilière du Panier dont le siège social est à Marseille, 31 Bd de Magallon, les biens et droits immobiliers dépendant d'un immeuble sis à Marseille, 13 Rue Trigance, correspondant aux lots 14 15 16 17 et 18 (bureaux) et aux lots 1 5 6 et 7 (parkings) ainsi qu'un terrain attenant audit immeuble à usage de parc de stationnement (cadastré section D n° 330) pour la somme de un million cinq cent mille francs (1.500.000) TTC plus frais d'acte,

- de stipuler et accepter toutes conditions et élire domicile.

CM



MARSEILLE TIMBRE

A PARIS LE 24 JUIN 1976
signé illisible

Annexé à la minute d'un acte de vente
reçu par Me LENTHERIC, notaire à Marseille,
le 30 JUIN 1976 - signé LENTHERIC (notaire)

VILLE DE MARSEILLE
DIRECTION DE L'URBANISATION
Permis de construire

Dossier n° 409/76 - Iè sub. V 56

Me LENTHERIC, notaire, MARSEILLE

NOTE DE RENSEIGNEMENTS D'URBANISME
décrivant la situation de l'immeuble au jour de sa
délivrance conformément aux directives de la circu-
laire ministérielle n°73 217 du 31 décembre 1973

OBJET : mutation d'un immeuble bâti
venté en totalité
demande formulée le 17 mars 1976

SITUATION DE L'IMMEUBLE - adresse :
rue de la Vieille Tour - arrondissement 2è
cadastré quartier les Grands Carmes
section D parcelle n° 330 - superficie du terrain 382 m2

NATURE DES DISPOSITIONS D'URBANISME applicables au terrain
Plan d'Urbanisme de Marseille approuvé le 7 mars 1959
mis en révision par arrêté préfectoral du 4 mars 1971

SITUATION DU TERRAIN au regard des dispositions ci-dessus
ZONE : remodelation secteur H
ALIGNEMENT : aucune observation

OBSERVATIONS PARTICULIERES :

Le terrain est situé dans la zone d'aménagement différé créée par arrêté préfectoral en date du 30 II 72 (ZAD DU PANIER) ouvrant droit de préemption au profit de la Ville de Marseille

" Le Plan d'Occupation des Sols - appelé à se substituer au Plan d'Urbanisme Directeur - prévoit dont certaines de ses dispositions ont été prises en considération par délibération du Conseil Municipal n° 75 566/U du 17 7 75, prévoit de nouvelles règles d'urbanisme dont il sera fait application à l'occasion de tout projet de construction ".

5 avril 1976. Pour le Maire, par délégation,
le Chef de bureau, signé P. BOREL

CM



Annexé à la minute d'un acte de vente,
reçu par Me LENTHERIC, notaire à Marseille,
le 30 JUIN 1976 - signé LENTHERIC (notaire)

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT
DES BOUCHES DU RHONE
Service Urbanisme Réglementaire
Bureau Urbanisme Foncier

CERTIFICAT N° 2.651

Demande présentée le 17 mars 1976 par
Me LENTHERIC, notaire à Marseille, agissant pour
le compte de la SOCIETE IMMOBILIERE DU PANIER, en
application des articles R 211/3 et R 212/5 du Code
de l'Urbanisme concernant un immeuble situé à Mar-
seille, 13 Rue Trigance et rue Vieille Tour,

quartier cadastral les Grands Carmes
section D N°s 319 et 330

IL EST CERTIFIE :

- 1° Que ledit immeuble n'est pas situé à l'intérieur du
périmètre d'une zone à urbaniser en priorité.
- 2° Que ledit immeuble est situé à l'intérieur du péri-
mètre d'une zone d'aménagement différé créée
par arrêté préfectoral du 30 novembre 1972.

L'exercice du droit de préemption est fixé
pour une durée de 14 ANS.

Fait à Marseille, le 30 MARS 1976
P.le Chef du Service Urbanisme Réglementaire,
P. J.GRIMALDI,

signé J.REVOL

Annexé à la minute d'un acte de vente,
Reçu par Me LENTHERIC, notaire à Marseille,
le 30 JUIN 1976 - signé LENTHERIC (notaire)

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT
CERTIFICAT DE CONFORMITE N° 65.538

Comme suite à la demande de permis de
construire formulée le
par SCI DU PANIER, demeurant à Marseille, 13 Rue Trigance,
pour l'édification d'un bâtiment à usage de bureaux
sur un terrain sis à Marseille 13 Rue Trigance
(commune 055)

UM



Le **certificat de conformité** EST ACCORDE
pour les travaux visés ci-dessus qui ont fait l'objet
de l'arrêté en date du 30 novembre 1963 de M. le Préfet
des Bouches du Rhône.

Réf. Ville de Marseille 216/63

Pour le directeur départemental de
l'Équipement et par délégation,
le Chef du service, le 4 MAI 1976
Le Directeur départemental,
signé J. REZZI,
Ingénieur divisionnaire des TPE

Annexé à la minute d'un acte de vente,
Reçu par Me LENTHERIC, notaire à Marseille,
le 30 JUIN 1976 - signé LENTHERIC (notaire)

VILLE DE MARSEILLE - LE MAIRE

Le 12 MAI 1976 - 2358

Monsieur Hyppolite PESSAILHAN
Président directeur général de la
Société Immobilière du Panier
31 Bld Magallon 13015 MARSEILLE

Recommandée AR

objet : biens et droits immobiliers sis rue Trigance n°13

Monsieur, dans le cadre des dispositions du
décret n° 62.1300 en date du 7 novembre 1962, vous avez
adressé à M. le Préfet des B.D. Rhône, le 18 mars 1976,
une déclaration, dont récépissé vous a été délivré le
24 mars 1976, manifestant votre intention d'aliéner
les lots 14 15 16 17 et 18 au 3^e 4^e et 5^e étages et 4
parkings soit les lots 1 5 6 et 7 dans l'immeuble sis
rue Trigance n° 13, cadastré sous le n° 319 de la section
D des Grands-Carmes, moyennant le prix global et forfaitaire de 1.500.000 Frs.

Monsieur le Directeur départemental du
Ministère de l'Équipement a transmis, au nom de Monsieur
le Préfet des Bouches du Rhône à la ville de Marseille,
bénéficiaire du droit de préemption cette déclaration.

J'ai l'honneur de vous notifier la renoncia-
tion de l'Administration Municipale à l'exercice de son
droit de préemption.

Veuillez agréer, Monsieur,

Pour le Maire, par délégation, le
Conseiller municipal, A. DECAMPS (signé)



MARSEILLE TIMBRE

Annexé à la minute d'un acte de vente
Reçu par Me LENTHERIC, notaire à Marseille,
le 30 JUIN 1976 - signé LENTHERIC (notaire)

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT
DES BOUCHES DU RHONE
Cité Administrative, MARSEILLE
LE 28 MAI 1976

N° 76.2069 ME.UF

Le Préfet de la Région de Provence, Côte d'Azur
Préfet des Bouches du Rhône

à
LA SOCIETE IMMOBILIERE DU PANIER
représentée par M. Hyppolite PESSAILHAN
Président directeur général
31 Bd Magallon, 13015 MARSEILLE

Zone d'aménagement différé de Marseille - Le Panier
aliénation d'un immeuble quartier les Grands Carmes
votre déclaration reçue le 18 mars 1976

Monsieur le Directeur,

Conformément aux dispositions de l'art.
R 212/6 du Code de l'Urbanisme, vous m'avez adressé
la déclaration visée en référence m'informant de
votre intention de vendre les lots 14 15 16 17 et 18
au 3è 4è et 5è étages et quatre parkings (lots 1 5 6 et 7)
dans l'immeuble situé à Marseille, 13 Rue Trigance, cadas-
tré quartier les Grands Carmes, section D n° 319, pour le
prix de UN MILLION CINQ CENT MILLE FRANCS (1.500.000 f).

Cet immeuble étant compris à l'intérieur du
périmètre de la zone d'aménagement différé de Marseille -
le Panier - créée par arrêté préfectoral du 30 novembre
1972, j'ai transmis votre déclaration au bénéficiaire du
droit de préemption qui vient de vous faire connaître
qu'il renonçait à l'exercice de ce droit.

Agissant au nom de l'Etat, en application
de l'art.L 212/2 du Code de l'Urbanisme, j'ai l'honneur
de porter à votre connaissance que je renonce également
à l'exercice du droit de substitution.

En conséquence, vous pouvez réaliser librement
l'aliénation de l'immeuble désigné ci-dessus, aux prix et
conditions envisagés dans votre déclaration.

Je vous précise que, toute augmentation du
prix déclaré ou modification dans la consistance du bien

CM

LENTHERIC 003120
F. PEOL
MARSEILLE (C. J. R.)



MARSEILLE TIMBRE

mis en vente vous obligerait à déposer une nouvelle déclaration entraînant à nouveau l'exercice du droit de préemption.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Préfet
P/le Préfet par délégation,
le chef du Serv. Urban. Réglementaire,
signé R. RIBBE

POUR COPIE CONFORME
le Chef du Bureau Urbanisme Foncier,
signé J. GRIMALDI

Expédition collationnée en dix-sept pages contenant cinq mots rayés nuls, trois renvois -/-

Annexé à la minute d'un acte de vente
Reçu par Me LENTHERIC, notaire à Marseille,
le 30 JUIN 1976 - signé LENTHERIC (notaire)

EXPEDITION COLLATIONNEE

GC/



